



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.943/2/V
du 7 septembre 2016

sur

un avant-projet de loi
'modifiant diverses
dispositions relatives aux
sûretés réelles mobilières'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.943/2/V
van 7 september 2016

over

een voorontwerp van wet
'houdende de wijziging van
verscheidene bepalingen
betreffende de zakelijke
zekerheden op roerende
goederen'

Le 25 juillet 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 9 septembre 2016, sur un avant-projet de loi 'modifiant diverses dispositions relatives aux sûretés réelles mobilières'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 7 septembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2016.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 25 juli 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege ^(*) verlengd tot 9 september 2016, een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende de wijziging van verscheidene bepalingen betreffende de zakelijke zekerheden op roerende goederen'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is opgesteld door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 4

À la fin de l'alinéa 1^{er} de l'article 7 (« Objet ») en projet du livre III, titre XVII, chapitre 1^{er}, du Code civil, après les mots « à l'exception des navires et des bateaux et bâtiments immatriculés », il est suggéré d'ajouter les mots « au sens du livre II du Code de commerce »

Article 7

Cette disposition tend à modifier l'article 15 (« Opposabilité ») en projet du même chapitre du Code civil en supprimant l'enregistrement dans le registre des gages de la mise en gage de créances.

Le commentaire de l'article justifie cette modification par le motif selon lequel « [l']existence simultanée de deux possibilités de réaliser l'opposabilité d'un gage sur des créances, à savoir l'enregistrement (futur article 15 du titre XVII du livre III) et le 'contrôle' (futur article 60 du titre XVII du livre III), est source de problèmes ».

Toutefois, il n'apparaît pas que les articles 15 et 60 en projet poursuivent la même finalité.

L'article 15 en projet prévoit un système d'enregistrement du gage dans un registre des gages en vue de rendre le gage opposable aux tiers, en général. Cet enregistrement remplace la dépossession.

L'article 60 en projet concerne le cas particulier de la mise en gage d'une créance qui ne sera opposable à l'égard du débiteur cédé qu'à partir du moment où elle lui a été notifiée ou qu'il l'a reconnue. Cette notification ne permet pas aux tiers – par exemple d'autres créanciers du débiteur qui cède sa créance – d'avoir connaissance de la mise en gage de celle-ci.

Il appartient à l'auteur du projet d'examiner s'il ne lui est pas possible de rencontrer les problèmes qu'il évoque dans le commentaire de l'article tout en maintenant la possibilité d'un enregistrement des mises en gage de créances, ce qui contribuerait à la cohérence de l'ensemble du système et à une garantie effective des droits des tiers.

Articles 8 à 10

Le commentaire commun aux articles 8 à 10 ne correspond pas, mis à part son dernier alinéa, au contenu de ces dispositions. Les autres alinéas de ce commentaire figurent également, de manière quasi-identique, dans le commentaire de l'article 16. Il y a lieu de les omettre du commentaire des articles 8 à 10.

Article 12

La notion d'identité, qui figure à l'article 30 en projet dans plusieurs de ses parties, doit être précisée ¹.

La même observation vaut pour la suite de l'avant-projet.

Article 15

En vertu de l'article 26 (« Registre des gages ») en projet du livre III, titre XVII, chapitre 1^{er}, du Code civil, inséré par l'article 32 de la loi du 11 juillet 2013 'modifiant le Code civil en ce qui concerne les sûretés réelles mobilières et abrogeant diverses dispositions en cette matière', le responsable du traitement effectué par le registre des gages était le service des Hypothèques de l'administration générale de la Documentation patrimoniale du SPF Finances. L'article 8, c), de l'avant-projet attribue dorénavant cette responsabilité du traitement à l'administration générale de la Documentation patrimoniale du SPF Finances.

L'article 15 de l'avant-projet tend à abroger l'alinéa 2 de l'article 33 en projet du même chapitre du Code civil, qui, sous l'intitulé « Données erronées », prévoyait la possibilité pour le constituant du gage de s'adresser au responsable du fichier en cas de données erronées lorsque le créancier gagiste ne réservait pas de suite à sa demande de radiation ou de modification d'une telle donnée.

La disposition tend à supprimer toute possibilité pour le constituant du gage de s'adresser au responsable du fichier au motif, selon le commentaire de l'article, qu'« un aspect essentiel d'un registre des gages moderne est qu'il doit pouvoir fonctionner sans intervention active du dépositaire du registre ». Jouant un rôle « purement passif », le « dépositaire du registre » ne pourrait « en aucun cas intervenir comme juge dans un litige entre les parties ». L'auteur de l'avant-projet expose que tout litige à ce sujet doit être exclusivement porté devant le juge judiciaire.

Dès lors que le constituant du gage n'est pas associé à l'enregistrement des données le concernant, la disposition déroge sans justification admissible à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée au regard des traitements de données

¹ Voir en ce sens l'observation 14 de l'avis n° 19/2016 du 27 avril 2016 de la Commission de la protection de la vie privée.

à caractère personnel', qui reconnaît le droit à toute personne concernée de requérir du responsable de traitement la rectification de données inexactes ².

La même observation vaut pour l'enregistrement de la réserve de propriété.

Articles 17 et 18

La question se pose de savoir :

– d'une part, quelle est à l'article 35 (« Durée »), alinéa 4, en projet du livre III, titre XVII, chapitre 1^{er}, du Code civil, l'hypothèse autonome que visent les mots « le cas échéant, s'accompagner d'une diminution du montant maximum garanti et/ou de l'importance des biens donnés en gage » par rapport à celle, évoquée par le même alinéa, d'un renouvellement « partiel » de l'enregistrement et,

– d'autre part, s'il n'y a pas lieu, le cas échéant, d'harmoniser la rédaction de ces mots avec celle de l'article 36 (« Radiation de l'enregistrement »), § 2, en projet (article 18 de l'avant-projet) du même chapitre du Code civil.

Article 18

À l'instar du nouveau paragraphe 1^{er} de l'article 36 (« Radiation de l'enregistrement ») du même chapitre du Code civil, inséré par l'article 18, le paragraphe 2 en projet de la même disposition doit prévoir une obligation à charge du créancier gagiste, et non une simple faculté, de radiation partielle du gage lorsque l'un des événements mentionnés par cette disposition se produit.

Par ailleurs, les mêmes obligations que celles énoncées par l'article 36 en projet doivent être prévues pour le vendeur avec réserve de propriété lorsque l'acheteur a payé le prix de l'objet vendu ³.

Article 24

La disposition tend à remplacer le délai d'un an prévu par l'article 56 (« Contrôle judiciaire *a posteriori* ») en projet du livre II, titre XVII, chapitre 1^{er}, du Code civil par un délai d'un mois pour l'introduction d'une contestation quant au mode de réalisation du gage ou sur l'affectation du produit.

² Voir en ce sens les observations 24 et 25 de l'avis n° 19/2016 du 27 avril 2016 de la Commission de la protection de la vie privée.

³ Voir en ce sens l'observation 13 de l'avis de la Commission de la protection de la vie privée du 27 avril 2016.

Le texte initial du projet devenu la loi du 11 juillet 2013 prévoyait un délai « raisonnable ». En réponse à l'observation du Conseil d'État selon laquelle « [l]a précision, à l'article 56 en projet à l'article 63, que l'action de contrôle *a posteriori* doit être introduite 'dans un délai raisonnable' est de nature à créer une insécurité juridique qu'il convient de rencontrer », ce délai a été fixé à un an, sans justification particulière ⁴.

Dès lors que le régime mis en place par la loi du 11 juillet 2013 est celui d'une réalisation du gage par le créancier sans contrôle préalable et de la mise en place d'un contrôle judiciaire uniquement *a posteriori* et vu l'importance que ces contestations peuvent avoir pour le débiteur gagiste, le délai prefix d'un mois, sous peine d'irrecevabilité de l'action, apparaît exagérément court.

De plus, la catégorie des « parties intéressées » au sens de l'article 56, alinéa 1^{er}, en projet pourrait s'avérer plus large que celle des personnes à qui est faite la notification visée à l'article 56, alinéa 2. Pour ces autres personnes, le délai d'un mois paraît *a fortiori* trop court puisqu'il faut qu'elles obtiennent connaissance de la fin de la réalisation par d'autres voies que la notification.

La lutte contre l'incertitude ne peut pas se réaliser au détriment des droits des personnes pouvant avoir intérêt à contester le mode de réalisation ou l'affectation du produit.

Articles 34 et 35

Les articles 34 et 35 remplacent les articles 104 et 105 de la loi du 11 juillet 2013 par des dispositions d'une teneur exactement identique à celle des deux dispositions remplacées. Le commentaire de l'article 71 permet de comprendre qu'il est procédé de la sorte pour permettre à ces deux dispositions d'entrer en vigueur avant le reste de la loi.

Il est préférable d'omettre les articles 34 et 35 et, à l'article 38 d'énoncer à l'article 109 de la loi du 11 juillet 2013 que les articles 104 et 105 de cette même loi entrent en vigueur, par dérogation à l'article 109, alinéa 1^{er}, de la même loi, telle que modifié, dix jours après l'entrée en vigueur de la loi faisant l'objet de l'avant-projet examiné.

Article 36

Dans l'article 107, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, il semble qu'il y ait lieu de viser les données mentionnées « à l'article 30 » (et non : « à l'article 29 »).

⁴ Le commentaire de l'article précise : « Conformément à l'avis du Conseil d'État, un délai prefix a été établi, au-delà duquel l'action ne sera plus recevable. Ce délai est d'un an à partir de la notification de la fin de la réalisation, faite par le créancier gagiste aux personnes visées à l'article 48, alinéas 1^{er} et 2 », *Doc. parl.*, Chambre, n° 53-2463/001, p. 62.

Article 38

Il est renvoyé à l'observation formulée sous les articles 34 et 35.

Article 71

Compte tenu également des observations formulées sous les articles 34 et 35, il est suggéré de rédiger l'article 71 comme suit :

« Art. 71. La présente loi entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 11 juillet 2013 modifiant le Code civil en ce qui concerne les sûretés réelles mobilières et abrogeant diverses dispositions en cette matière, à l'exception de l'article 33, qui entre en vigueur le dixième jour qui suit la publication de la présente loi au *Moniteur belge* ».

OBSERVATIONS FINALES

1. Plusieurs dispositions de l'avant-projet prévoient de remplacer le mot « inscription » par « enregistrement » dans les dispositions de la loi du 11 juillet 2013 relatives aux données qui figureront dans le « Registre des gages ». La section de législation n'aperçoit pas en quoi ce remplacement modifierait le fond des dispositions ou améliorerait la sécurité juridique.

Mieux vaut dès lors éviter de telles dispositions modificatives. Au demeurant, certaines dispositions que l'avant-projet prévoit d'insérer dans cette loi utilisent le mot « inscription ».

L'avant-projet sera donc en tout état de cause revu pour assurer sa cohérence terminologique.

2. Pour chacune des dispositions modificatives contenues aux articles 39 à 69, il y a lieu de mentionner le cas échéant l'historique des dispositions modifiées en indiquant, pour chaque article ou partie d'article modifié, toutes les modifications antérieures qui sont encore en vigueur. Lorsque les modifications antérieures encore en vigueur sont particulièrement nombreuses, il peut n'être fait état que de la dernière de ces modifications⁵.

*

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 113 et 114.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 4

Er wordt voorgesteld om in het ontworpen eerste lid, *in fine*, van artikel 7 (“Voorwerp”) van boek III, titel XVII, hoofdstuk 1, van het Burgerlijk Wetboek, na de woorden “met uitzondering van zeeschepen en teboekgestelde schepen en vaartuigen” de woorden “in de zin van boek II van het Wetboek van Koophandel” toe te voegen.

Artikel 7

Deze bepaling strekt ertoe het ontworpen artikel 15 (“Tegenwerpelijkheid”) van hetzelfde hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek te wijzigen door de mogelijkheid af te schaffen om de verpanding van schuldvorderingen in het pandregister te registreren.

In de bespreking van het artikel wordt die wijziging als volgt verantwoord: “Het gelijktijdig bestaan van twee mogelijkheden om de tegenwerpelijkheid van een pandrecht op schuldvorderingen te bewerkstelligen, namelijk de registratie (toekomstig artikel 15, titel XVII, boek III) en ‘controle’ (toekomstig artikel 60, titel XVII, boek III), leidt tot moeilijkheden.”

De ontworpen artikelen 15 en 60 hebben echter blijkbaar niet hetzelfde doel.

Het ontworpen artikel 15 voorziet in een regeling waarbij het pandrecht in een pandregister wordt geregistreerd teneinde het pand tegenwerpelijk te maken aan derden in het algemeen. Die registratie vervangt de buitenbezitstelling.

Het ontworpen artikel 60 heeft betrekking op het bijzonder geval van de in pandgeving van een schuldvordering die pas aan de gecedeerde schuldenaar kan worden tegengeworpen nadat zij hem ter kennis werd gebracht of door hem is erkend. Door die kennisgeving krijgen derden – bijvoorbeeld andere schuldeisers van de schuldenaar die zijn schuldvordering overdraagt – geen kennis van de in pandgeving van die schuldvordering.

Het staat aan de steller van het ontwerp om na te gaan of het voor hem niet mogelijk is om de problemen die hij in de bespreking van het artikel heeft geschetst te ondervangen, zonder de mogelijkheid te schrappen om de in pandgeving van schuldvorderingen te

registreren, wat zou bijdragen tot de samenhang van de gehele regeling en ervoor zou zorgen dat de rechten van derden daadwerkelijk worden gewaarborgd.

Artikelen 8 tot 10

Behoudens wat de laatste alinea betreft, stemt de gezamenlijke bespreking van de artikelen 8 tot 10 niet overeen met de inhoud van die bepalingen. De overige alinea's van die bespreking komen eveneens op nagenoeg identieke wijze voor in de bespreking van artikel 16. Ze dienen te worden geschrapt in de bespreking van de artikelen 8 tot 10.

Artikel 12

Het begrip identiteit, dat in verschillende onderdelen van het ontworpen artikel 30 voorkomt, moet worden verduidelijkt.¹

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het voorontwerp.

Artikel 15

Krachtens het ontworpen artikel 26 ("Pandregister") van boek III, titel XVII, hoofdstuk 1, van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 32 van de wet van 11 juli 2013 'tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de zakelijke zekerheden op roerende goederen betreft en tot opheffing van diverse bepalingen ter zake' was de verantwoordelijke voor de verwerking die uitgevoerd wordt door het pandregister de dienst Hypotheken van de algemene administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën. Luidens artikel 8, c), van het voorontwerp wordt die verantwoordelijkheid voor de verwerking voortaan toebedeeld aan de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën.

Artikel 15 van het voorontwerp strekt tot opheffing van het tweede lid van het ontworpen artikel 33 van hetzelfde hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek, welk artikel, onder het opschrift "Onjuiste gegevens", voorzag in de mogelijkheid voor de pandgever om zich in geval van onjuiste gegevens tot de houder van het bestand te wenden wanneer door de pandhouder geen gevolg werd gegeven aan zijn verzoek om dergelijke gegevens te verwijderen of te wijzigen.

De bepaling strekt ertoe het voor de pandgever volstrekt onmogelijk te maken om zich tot de houder van het bestand te wenden, omdat, volgens de bespreking van het artikel, "[e]en essentieel aspect van een modern pandregister is (...) dat het moet kunnen functioneren zonder actieve tussenkomst van de houder van het register". Aangezien de "houder van het register" een "louter passieve" rol vervult, mag hij "[i]n geen geval (...) optreden als rechter in een geschil tussen de partijen". De steller van het voorontwerp merkt op dat ieder geschil ter zake uitsluitend voor de gewone rechter moet worden gebracht.

¹ Zie in die zin de opmerking 14 van advies nr. 19/2016 van 27 april 2016 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Aangezien de pandgever niet betrokken wordt bij de registratie van de gegevens die op hem betrekking hebben, wijkt de bepaling zonder aanvaardbare rechtvaardiging af van artikel 12 van de wet van 8 december 1992 ‘tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens’, dat het recht erkent van iedere betrokkene om van de verantwoordelijke voor de verwerking te eisen dat hij de onjuiste gegevens verbetert.²

Dezelfde opmerking geldt voor de registratie van een eigendomsvoorbehoud.

Artikelen 17 en 18

De vraag rijst:

– enerzijds naar welk op zichzelf staand geval in het ontworpen artikel 35 (“Termijn”), vierde lid, van boek III, titel XVII, hoofdstuk 1, van het Burgerlijk Wetboek wordt verwezen met de woorden “kan in voorkomend geval gepaard gaan met een vermindering van het maximaal gewaarborgd bedrag en/of van de omvang van de in pand gegeven goederen” en waarin het verschilt van het geval van een “gedeeltelijke” vernieuwing van de registratie waarvan sprake is in hetzelfde lid en

– anderzijds of in voorkomend geval de redactie van die woorden niet behoort te worden afgestemd op de redactie van het ontworpen artikel 36 (“Verwijdering van de registratie”), § 2 (artikel 18 van het voorontwerp), van hetzelfde hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 18

Net zoals in de nieuwe paragraaf 1 van artikel 36 (“Verwijdering van de registratie”) van hetzelfde hoofdstuk van het Burgerlijk Wetboek, welke paragraaf wordt ingevoegd bij artikel 18, moet aan de pandhouder in de ontworpen paragraaf 2 van dezelfde bepaling niet louter de mogelijkheid worden geboden, maar de verplichting worden opgelegd om het pand gedeeltelijk te verwijderen, wanneer zich één van de gevallen voordoet waarvan sprake is in die bepaling.

De verplichtingen die vervat zijn in het ontworpen artikel 36, moeten overigens ook worden opgelegd aan de verkoper die een eigendomsvoorbehoud heeft laten registreren, wanneer de koper de prijs van het verkochte goed heeft betaald.³

² Zie in die zin opmerkingen 24 en 25 van advies nr. 19/2016 van 27 april 2016 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

³ Zie in die zin opmerking 13 van het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van 27 april 2016.

Artikel 24

De bepaling strekt ertoe de termijn van een jaar die is vastgesteld in het ontworpen artikel 56 (“Rechterlijke controle *a posteriori*”) van boek II, titel XVII, hoofdstuk 1, van het Burgerlijk Wetboek te vervangen door een termijn van een maand voor het instellen van een vordering om de wijze van uitwinning van het pand of de aanwending van de opbrengst te betwisten.

De oorspronkelijke tekst van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 11 juli 2013 voorzag in een “redelijke” termijn. Naar aanleiding van de opmerking van de Raad van State dat “[d]e precisering in het ontworpen artikel 56 (artikel 63 van het ontwerp) dat de vordering met betrekking tot de controle *a posteriori* moet worden ingeleid ‘binnen een redelijke termijn’ (...) rechtsonzekerheid [dreigt] te doen ontstaan, die ondervangen moet worden” is die termijn vastgesteld op een jaar zonder dat daarvoor een bijzondere reden is opgegeven.⁴

Aangezien de regeling die bij de wet van 11 juli 2013 ingevoerd is, erin bestaat dat het pand door de schuldeiser wordt uitgewonnen zonder voorafgaande controle, door dat alleen een rechterlijke controle *a posteriori* georganiseerd wordt en gelet op het belang dat die betwistingen voor de pandgever kunnen hebben, lijkt de vooraf bepaalde termijn van een maand waarbinnen de vordering op straffe van niet-ontvankelijkheid moet worden ingesteld al te kort.

Bovendien zou de categorie van de “belanghebbende partijen” in de zin van het ontworpen artikel 56, eerste lid, groter kunnen uitvallen dan de categorie van de personen aan wie de kennisgeving waarvan sprake is in artikel 56, tweede lid, gedaan wordt. Voor die andere personen lijkt de termijn van een maand *a fortiori* te kort, aangezien zij op een andere wijze dan via een kennisgeving op de hoogte moeten raken van het einde van de uitwinning.

Het wegnemen van de onzekerheid mag niet ten koste gaan van de rechten van degenen die er belang bij kunnen hebben de wijze van uitwinning van het pand of de aanwending van de opbrengst te betwisten.

Artikelen 34 en 35

Bij de artikelen 34 en 35 worden de artikelen 104 en 105 van de wet van 11 juli 2013 vervangen door bepalingen met precies dezelfde inhoud als de twee bepalingen die worden vervangen. Uit de bespreking van artikel 71 kan worden opgemaakt dat aldus te werk wordt gegaan om het mogelijk te maken dat die twee bepalingen vóór de rest van de wet in werking treden.

⁴ In de bespreking van het artikel wordt het volgende gepreciseerd: “Overeenkomstig het advies van de Raad van State werd een vooraf bepaalde termijn vastgesteld na verloop waarvan de vordering niet meer ontvankelijk is. Die termijn bedraagt een jaar te rekenen vanaf de kennisgeving van het einde van de uitwinning door de pandhouder aan de in artikel 48, eerste en tweede lid, bedoelde personen.”, *Parl.St.* Kamer, nr. 53-2463/001, 62.

Men zou er beter aan doen de artikelen 34 en 35 weg te laten en, in artikel 38 van het voorontwerp, in artikel 109 van de wet van 11 juli 2013 te bepalen dat de artikelen 104 en 105 van diezelfde wet, in afwijking van artikel 109, eerste lid, van dezelfde wet, zoals gewijzigd, in werking treden tien dagen na de inwerkingtreding van de wet die uit het voorliggende voorontwerp zal voortspruiten.

Artikel 36

In het ontworpen artikel 107, § 3, eerste lid, moet blijkbaar worden verwezen naar de “in artikel 30” vermelde gegevens (in plaats van naar de “in artikel 29” vermelde gegevens).

Artikel 38

Er wordt verwezen naar de opmerking met betrekking tot de artikelen 34 en 35.

Artikel 71

Mede gelet op de opmerkingen met betrekking tot de artikelen 34 en 35, wordt voorgesteld om artikel 71 te stellen als volgt:

“Art. 71. Deze wet treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van de wet van 11 juli 2013 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de zakelijke zekerheden op roerende goederen betreft en tot opheffing van diverse bepalingen ter zake, met uitzondering van artikel 33, dat in werking treedt op de tiende dag na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.”

SLOTOPMERKINGEN

1. Luidens verschillende bepalingen van het voorontwerp dient het woord “inschrijving” te worden vervangen door het woord “registratie” in de bepalingen van de wet van 11 juli 2013 betreffende de gegevens die in het “pandregister” moeten worden vermeld. De afdeling Wetgeving ziet niet in hoe die vervanging de wezenlijke inhoud van de bepalingen zou wijzigen of meer rechtszekerheid zou bieden.

Het is derhalve beter geen dergelijke wijzigingsbepalingen op te nemen. In sommige bepalingen die bij dit voorontwerp in die wet worden ingevoegd, wordt trouwens het woord “inschrijving” gebruikt.

Het voorontwerp dient dus hoe dan ook te worden herzien teneinde te zorgen voor eenheid van terminologie.

2. Voor elke wijzigingsbepaling vervat in de artikelen 39 tot 69 behoort in voorkomend geval de wetshistoriek van de gewijzigde bepalingen te worden vermeld en moet voor elk gewijzigd artikel of gewijzigd onderdeel van een artikel melding worden gemaakt van alle vroegere wijzigingen die nog geldig zijn. Wanneer de nog geldende vroegere wijzigingen bijzonder talrijk zijn, is het toegestaan alleen de laatste wijziging te vermelden.⁵

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 113 en 114.